



HAL
open science

L'Égypte contemporaine : pivot désorienté du monde arabe

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. L'Égypte contemporaine : pivot désorienté du monde arabe. Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient, Nathan, 2017. hal-01691545

HAL Id: hal-01691545

<https://hal.science/hal-01691545>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ÉGYPTE CONTEMPORAINE, PIVOT DÉSORIENTÉ DU MONDE ARABE

Avec plus de 85 millions d'habitants, l'Égypte est de loin le pays le plus peuplé du Monde arabe. Très inégalement répartie sur un vaste territoire de plus d'un million de kilomètres carré majoritairement désertique, la population égyptienne se concentre pour l'essentiel sur un espace « utile » réduit à la vallée et au delta du Nil. Si les richesses nourricières du plus long fleuve d'Afrique apportent à l'Égypte une continuité territoriale depuis la période pharaonique, la très forte pression démographique contemporaine agit défavorablement sur les ressources disponibles, faisant aujourd'hui de la conquête de nouvelles terres désertiques par l'agriculture une condition de survie de la population. Au carrefour entre Maghreb et Machrek, Afrique du Nord et Afrique Subsaharienne et même entre Afrique et Asie, l'Égypte a toujours été considérée comme une puissance régionale, notamment sous Nasser qui contribua à son rayonnement international. Cette situation de carrefour a également favorisé l'émigration de travail des Égyptiens vers les pays pétroliers du Moyen-Orient, dont la rente constitue toujours aujourd'hui et malgré l'instabilité politique du début des années 2010 un pilier essentiel de l'économie nationale.

CHRONOLOGIE

- | | |
|--|---|
| 1952 : Coup d'État militaire qui renverse la monarchie et proclame la République | 2011 : Démission de Moubarak suite aux manifestations de la place Tahrir |
| 1956 : Gamal Abdel Nasser est élu Président et nationalise le canal de Suez | 2012 : Le candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, est élu Président |
| 1979 : Signature des accords de Camp David qui prévoient le retrait israélien du Sinaï et la reconnaissance de l'État d'Israël par l'Égypte | 2013 : Destitution, sous la pression de la rue, de Mohamed Morsi par le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi, son ministre de la Défense |
| 1981 : Hosni Moubarak accède au pouvoir après l'assassinat d'Anouar al-Sadate par des islamistes | 2014 : Al-Sissi est élu Président avec 97 % des voix |

I. L'Égypte renoue avec l'autoritarisme politique

En cinq ans (2011-2014), l'Égypte aura connu plus de soubresauts politiques que lors des cinquante dernières années de son histoire républicaine : deux révolutions, un coup d'État, quatre présidents, trois constitutions, etc. Si aujourd'hui la stabilité politique semble partiellement recouvrée, du fait du retour des militaires au pouvoir, le pays n'en est pas moins confronté à des défis majeurs : garantir les libertés individuelles réclamées par la population

lors de la révolution du 25 janvier 2011 ; sécuriser le territoire – ce qu'elle a aujourd'hui beaucoup de mal à faire dans le Sinaï en proie aux groupes djihadistes ; restaurer la croissance économique, mise à mal par quatre années de transition politique mal négociée ; recouvrer son rôle de puissance régionale dans un contexte à la fois fragile au plan sécuritaire et concurrentiel aux plans diplomatique et économique.

A. D'UNE RÉVOLUTION À L'AUTRE

1. Fragilité politique

En 2011, la place Tahrir du Caire fut l'épicentre d'un phénomène révolutionnaire de grande ampleur dont les ondes de choc ont été ressenties dans tout le Moyen-Orient. Si l'intensité du mouvement de contestation et son efficacité à renverser le régime furent tout à fait inattendues, l'Égypte montrait depuis plusieurs années des signes de fragilité. L'usure du pouvoir dictatorial fut particulièrement ressentie au moment où Hosni Moubarak tenta d'imposer son fils Gamal – incarnant parfaitement les dérives affairistes et clientélistes du régime de son père – à sa succession, en cherchant à amender la constitution. En conséquence, un mouvement d'opposition politique à tendance laïque et de gauche nommé *Kefaya* organisa plusieurs manifestations au milieu des années 2000. Quant aux Frères musulmans, première force d'opposition politique du pays mais condamnés à la clandestinité depuis les années 1950, ils remportèrent, sous des étiquettes indépendantes, 88 sièges à l'assemblée nationale lors des élections législatives de 2005, considérées comme les plus ouvertes du mandat de Moubarak, lequel fut contraint, sous la pression, de libéraliser le jeu politique.

2. Fragilité économique et sociale

Les signes de la fragilité égyptienne apparaissent également dans son modèle économique et social qui comporte plusieurs fractures affectant le pays avant la révolution. Le train de réformes économiques engagées depuis « l'ouverture » (*Infitah*) du président Anouar al-Sadate en 1974 a largement ouvert le pays aux capitaux étrangers. Cette politique s'accéléra sous Moubarak avec l'adoption d'un plan d'ajustement structurel en 1986, qui aura certes pour effet d'attirer les investisseurs du Golfe, de baisser la dette publique et d'afficher une croissance à 7% au milieu des années 2000, mais aussi, d'augmenter la pauvreté et le niveau des inégalités. Les classes moyennes qui avaient émergé sous Nasser grâce à l'augmentation des emplois publics furent sévèrement touchées par l'inflation. Les poches de pauvreté augmentèrent partout sur le territoire, notamment en Haute-Égypte et à la périphérie des grandes villes où les quartiers informels rassemblent aujourd'hui près de la moitié de la population égyptienne, vivant avec moins de 2 dollars par jour. Ce processus de précarisation donna lieu à une série d'émeutes en 2007 et 2008 à l'issue desquelles l'État fut contraint de maintenir un haut niveau de subvention des produits de première nécessité.

3. Acteurs multiples et intérêts contradictoires

Ces différents signes de fragilité – auxquels il faut ajouter les grèves de 2008 dans la ville industrielle de Mahalla al-Kubra, menées par les milieux syndicalistes qui rejetèrent les politiques de privatisation –, peuvent être considérés, *a posteriori*, comme annonciateurs du soulèvement révolutionnaire de 2011. Aussi, les intérêts des ouvriers, des libéraux et des Frères musulmans convergèrent avec ceux des jeunes activistes sur la place Tahrir en 2011, entraînant la démission de Moubarak. L'armée prit également appui sur la contestation en soutenant le peuple contre le régime, notamment pour tenter de reprendre le pouvoir sur la police dont Moubarak n'avait cessé d'augmenter les effectifs. Les grands gagnants

de la révolution furent toutefois les Frères musulmans. Ils remportèrent les premières élections libres en Égypte en 2012, notamment grâce aux voix des *Saïdis* (habitants de la Haute-Égypte) et des classes populaires, assez faiblement représentés sur la place Tahrir. En une année au pouvoir le président Mohamed Morsi multiplia cependant les erreurs tactiques en cherchant à « frémiser » l'ensemble des institutions égyptiennes encore tenues par des hommes de l'ancien régime. La mobilisation contre la confrérie culmina jusqu'à la manifestation du 30 juin 2013, lors de laquelle plusieurs dizaines de millions d'Égyptiens occupèrent la plupart des grandes villes du pays. Le maréchal Abd al-Fatah al-Sissi, alors ministre de la Défense, en profita pour retirer au président Morsi sa légitimité et réprimer dans le sang la confrérie.

B. L'ARMÉE TOUJOURS AU POUVOIR

1. Un acteur politique

Depuis le renversement de la monarchie par les Officiers Libres en 1952, l'armée a toujours été au pouvoir en Égypte. Nasser, Sadate et Moubarak n'ont eu de cesse de promouvoir ses intérêts. Il n'est donc pas surprenant qu'elle demeurât un acteur clé de la transition politique. C'est bien elle qui poussa Moubarak à la démission, assura le pouvoir intérimaire via une institution *ad hoc*, le Conseil Supérieur des Forces Armées, jusqu'à l'élection présidentielle de 2012, et c'est encore elle qui destitua les Frères musulmans un an plus tard.

Le maréchal Sissi fut élu président de la république avec 97% des voix le 28 mai 2014. Le taux d'abstention, estimé à 60%, révèle le faible enjeu de cette élection qui opposa Sissi à un seul autre candidat, le nassériste Hamdine Sabahi, disposant d'un très faible soutien politique. Mais le soutien populaire dont bénéficie aujourd'hui Sissi est quant à lui bien réel. Il incarne un retour à l'ordre souhaité par la plupart des Égyptiens après trois années de transition politique mal négociée. Il a su à plusieurs reprises s'attirer le soutien des femmes, des jeunes et de la minorité copte, tout en promouvant une nouvelle génération de conseillers militaires. Faisant de la sécurité son principal objectif, Sissi engage une partie de ses 470 000 hommes sur plusieurs théâtres, au Sinaï, afin de lutter contre la propagation des groupes djihadistes, mais aussi à l'extérieur, en Libye et au Yémen notamment, aux côtés d'autres forces militaires arabes

2. Un acteur économique

En parallèle, l'armée étend ses prérogatives sur le secteur économique, alors qu'elle est déjà aujourd'hui le premier propriétaire terrien du pays disposant de ses propres institutions financières, en réactivant de grands chantiers d'infrastructures (industries, centrales électriques, chaînes hôtelières, etc.). Elle s'appuie, pour se faire, sur l'aide financière provenant des pays du Golfe, qui s'élève à 12 milliards de dollars, portés à 16 en 2014. Le ministère de la Production militaire est actif dans la plupart des grands projets, tels que le dédoublement du canal de Suez ou le projet de nouvelle capitale.

C. LA TRAQUE DES ISLAMISTES

La condamnation à mort en 2015, du président déchu Mohamed Morsi ainsi que d'une centaine de ses partisans, montre la détermination du président Sissi à traquer les islamistes. 1400 manifestants environ ont péri lors de l'évacuation des places Rabaa et Nahda au Caire après le coup d'État soutenu par la population en août 2013, tandis que 20 000 partisans des Frères musulmans ont été écroués à la suite de procès expéditifs.

1. Une lutte sans merci contre les Frères musulmans

Déclarée « organisation terroriste » fin 2013, la confrérie subit la plus forte répression de son histoire. Son association caritative est également interdite et son réseau de dispensaires et d'écoles est placé sous le contrôle de l'État. Le gouvernement impute à la confrérie la plupart des attentats qui touchent principalement les forces de l'ordre depuis 2014 alors que rien ne prouve que celle-ci, même dans sa frange la plus radicale, privée de ses cadres emprisonnés et garants du respect de la non-violence adoptée dans les années 1970, ait basculé dans le terrorisme. Mais il est probable que les Frères musulmans aient conservé des réseaux clandestins, notamment dans leurs bastions du Fayoum et du Delta du Nil, mais aussi dans certains quartiers populaires où ils s'ancrèrent socialement et politiquement en agissant, dans les marges de l'État, dans des domaines aussi variés que le nettoyage des rues, la vidange des fosses septiques, la distribution d'eau potable, etc. Il est probable en outre que les Frères musulmans tentent aujourd'hui de se remobiliser, depuis la Turquie où certains ont pu s'exiler, afin de renégocier leur retour dans le jeu politique égyptien.

2. Des combats contre les djihadistes dans le Sinaï

Dans sa « guerre contre le terrorisme », le gouvernement égyptien ne distingue pas les Frères musulmans des groupes djihadistes qu'il combat dans le nord du Sinaï. La situation y apparaît pourtant singulière. Les combattants, recrutés parmi les tribus locales avec un renfort de Palestiniens circulant via des tunnels menant à la bande de Gaza (détruits pour la plupart en 2012), revendiquent clairement l'action terroriste. Rassemblés au sein du mouvement nommé *Ansar Beit al-Maqdis* ayant fait allégeance à l'État islamique, ils s'en prennent aux postes militaires et aux infrastructures. L'armée apparaît démunie et réplique violemment engendrant régulièrement des pertes civiles. Rappelons que, depuis que l'Égypte a récupéré le Sinaï à Israël en 1979, les troubles n'ont pas cessé dans cette région peuplée de bédouins sédentarisés et accusant un fort retard de développement par rapport au reste du pays.

D. LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES MENACÉES

1. Répression politique

La sortie de crise et la mise au pas des islamistes semblent justifier toutes les formes de répression exercées depuis 2014 par le nouveau pouvoir en place. Non seulement elles remettent en cause les droits et libertés revendiqués par la population depuis la révolution de 2011 et garantis par la nouvelle constitution adoptée à l'unanimité par référendum en janvier 2014, mais elles font aussi craindre un « retour en arrière » évoquant les heures sombres du régime du président déchu Hosni Moubarak. La population est désormais soumise à la loi sur les manifestations du 24 novembre 2013 qui interdit tout rassemblement susceptible de menacer l'ordre public. De nombreux opposants politiques ont été emprisonnés : c'est le cas de membres du « Mouvement du 6 avril » créé en 2008, qui a joué un rôle important dans les mobilisations du 25 janvier 2011. Censés représenter une « menace » pour la stabilité du régime, des militants des droits de l'homme, des journalistes et des chercheurs sont directement inquiétés par la Sécurité nationale égyptienne. Il y aurait 40 000 prisonniers politiques, en dépit des quelques grâces accordées par Sissi lors d'une visite à l'ONU en septembre 2015. En janvier 2016, la mort par tortures d'un étudiant italien dans des circonstances floues jette une lumière sombre sur le problème des disparitions, estimées à près de 800 par l'ONG *Human Rights Watch*.

2. Recul de la liberté de la presse

Rétrogradée au 159^e rang mondial par Reporters sans frontières en 2016, l'Égypte subit un net recul en matière de liberté de la presse. Pourtant, la révolution de 2011 avait engendré la création de nouveaux médias privés (presse écrite et audiovisuel) qui s'étaient démarqués par une certaine liberté de ton dans la critique du pouvoir. La plupart d'entre eux reflètent désormais les vues gouvernementales, sans pour autant qu'une censure explicite ait été mise en place. Les quotidiens tels que Al-Shourouk ou Al-Masri al-Youm s'autorisent quelques prises de positions divergentes mais qui sont sans comparaison avec le traitement dont faisait l'objet l'ex-président Morsi. La mise en détention puis le procès de trois journalistes d'Al-Jazeera, la suppression suite à des plaintes pour outrage à l'armée de l'émission satirique de Bassem Youssef, suivie par des millions d'Égyptiens depuis la révolution, ou encore l'autocensure de certains bloggeurs, apparaissent comme des signaux clairs de ce recul.

3. Réaménagements urbains sécuritaires

La forte répression s'accompagne de transformations radicales des espaces urbains afin d'éviter au maximum que des manifestations populaires comme celles qu'a connues le pays en 2011 et 2013 ne se reproduisent. Après l'éviction des vendeurs de rue et la fermeture de plusieurs dizaines de cafés en 2015, le gouverneur du Caire a émis un décret bannissant le stationnement dans les rues adjacentes à la place Tahrir, épice de la révolution. Les murs de pierre construits après la révolution pour contrôler l'accès au centre-ville ont été transformés en portails métalliques. La sécurisation des espaces urbains égyptiens ne se limite pas aux actions récentes de réhabilitation du centre du Caire mais fait bien partie intégrante de la politique d'aménagement en vigueur dans le pays. Elle se manifeste autant dans les premières expériences de villes nouvelles que dans les nouveaux projets urbains où, de façon plus affirmée encore, les largeurs de rue, les accès, les équipements, sont tous pensés en termes sécuritaires.

II. Une économie en crise

Les effets de la transition politique se font donc ressentir sur le territoire mais aussi sur l'économie. Si l'arrivée du maréchal Sissi au pouvoir s'est accompagnée d'une relative stabilisation de l'économie égyptienne, notamment due au retour de confiance des marchés, les défis restent de taille pour que le pays ne demeure pas prisonnier de ses rentes (retombées du Canal de Suez, transferts de capitaux étrangers, etc.). La politique de grands projets lancée par le plus haut sommet de l'État peine à masquer la gravité de la situation dans le secteur bancaire ou dans celui des matières premières, entre autres.

A. UNE ÉCONOMIE RENTIÈRE FRAGILISÉE

Ne pouvant plus s'appuyer sur les recettes du secteur touristique, qui ont baissé de 40% par rapport à 2010, l'Égypte est désormais contrainte d'assumer sa dépendance économique à l'aide financière apportée par le Golfe après la révolution de 2011. Cette aide devrait finalement être complétée en 2017 par un prêt du FMI, qui s'est longtemps fait attendre, du fait de son conditionnement à un certain nombre de réformes économiques, dont la remise en question du coûteux système de subvention des produits de base (pain, essence, gaz domestique), ce qui pourrait provoquer de graves troubles sociaux.

1. Le secteur touristique menacé

Les tensions se concentrent donc aujourd'hui principalement sur les secteurs touristique et énergétique. Le tourisme est un secteur clé de l'économie égyptienne. Or la chute de la part qu'il représente dans les recettes en devises est inquiétante : 13 milliards d'euros sont entrés dans les caisses de l'État en 2013 contre 30 en 2010. Cette situation entraîne une hausse du chômage, notamment dans les cités maritimes entièrement dédiées à cette activité telles que Hurghada sur la mer Rouge ou Sharm el Sheikh dans le Sinaï. Le contexte sécuritaire régional et la multiplication des attentats – qui ont notamment visé les Russes, première clientèle de ces stations balnéaires, lors du vol de la compagnie Metrojet en octobre 2015 –, n'augurent pas de reprise à court terme.

2. Une situation énergétique préoccupante

Exportatrice d'hydrocarbures, l'Égypte en est également devenue importatrice en 2012, du fait de la stagnation de la production et de l'augmentation de la consommation, notamment celle de l'industrie, du secteur des transports et des ménages dans un pays où la croissance démographique approche des 2 % par an. Les ressources se raréfient alors que l'énergie demeure subventionnée à hauteur de 80% par l'État, causant la hausse des déficits budgétaires. La pénurie de gaz naturel, qui alimente les centrales thermiques fournissant l'essentiel de l'électricité, a conduit les autorités à instituer des coupures journalières dans les foyers des grandes agglomérations depuis les années 2010. Cependant, 17 milliards de dollars d'investissement ont été promis lors de la conférence économique de Sharm el Sheikh en 2015 pour l'augmentation des capacités de production d'hydrocarbures mais aussi la construction de centrales à charbon sensées permettre, en dépit de leur caractère polluant, d'augmenter la capacité énergétique du pays.

3. Des facteurs de résilience

Malgré une inflation à 10% et une croissance à moins de 2 % depuis 2011, l'effondrement de l'économie égyptienne doit toutefois être relativisé au regard du faible endettement du pays (corrigé par l'aide du Golfe), de l'importance de l'économie informelle (60% de la population active) qui joue un rôle d'amortisseur de la crise mais en limitant la création d'emplois dans le secteur formel et, enfin, de la relative stabilité des revenus apportés par les Égyptiens de l'étranger. Ces investissements directs étrangers (IDE) dynamisent fortement le secteur privé. Contrairement aux autres piliers de l'économie égyptienne, ils demeurent plutôt soutenus pendant la période d'instabilité politique (2 milliards de dollars en 2011 contre 5 milliards en 2015), la diaspora égyptienne ayant continué à transférer des fonds, notamment dans le secteur des hydrocarbures. Autre pilier de l'économie rentière de l'Égypte, les retombées du canal de Suez, fortement dépendantes de l'évolution du commerce maritime international et des prix du pétrole, ont néanmoins été stimulées par la création d'un nouveau bras du canal en 2015. Les droits de passage, s'élevant à 4,7 milliards d'euros en 2015, pourraient fortement augmenter, les travaux réalisés permettant hypothétiquement de doubler le trafic de bateaux.

B. DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE POUR RELANCER L'ÉCONOMIE

1. Effets d'annonce et grands projets

La nouvelle puissance d'investissement de l'État égyptien, qui provient des aides promises ou déjà apportées par les pays du Conseil de Coopération du Golfe, lui permet de multiplier les effets d'annonce dans tous les domaines. Ainsi, l'État promet d'agir dans la défense des intérêts des citoyens en général et en faveur des régions et des catégories sociales défavorisées

en particulier. Sissi a par exemple promis, peu après son élection en 2014, de faire construire un million de nouveaux logements sociaux, puis de réformer le découpage des gouvernorats afin d'atteindre une répartition plus équitable des ressources, enfin, de rénover plus de 3000 kilomètres de routes.

En août 2015 – un an seulement après le début des travaux – on assiste à l'inauguration d'une nouvelle portion de 35 kilomètres du canal de Suez permettant la circulation des cargos à double sens entre la mer Rouge et la Méditerranée. En mai 2015, le Conseil suprême des antiquités approuve de son côté la construction d'une réplique grandeur nature du Phare d'Alexandrie. Les projets d'architecture contemporaine, mettant à l'honneur la civilisation égyptienne (Grand musée égyptien sur le plateau de Gizeh) et visant simultanément à inscrire le pays dans la modernité et la compétitivité internationale (tour futuriste Zayed Crystal Park au Caire) ne manquent pas.

2. Une nouvelle capitale en projet

Dans la continuité de la politique des villes nouvelles lancée en Égypte dans les années 1970, le projet de « nouvelle capitale » présenté par Sissi à la communauté internationale lors de la conférence de Sharm el Sheikh en 2015, constitue une apothéose du modèle néolibéral de développement urbain promu par Moubarak. Il est prévu que cette nouvelle capitale soit construite à l'est du Caire, en direction de la mer Rouge et de la ville portuaire de Suez. Le site internet promotionnel annonce que la ville, d'un montant de 45 milliards de dollars, occupera une surface de plus de 700 km² pour 5 millions d'habitants. Mais à ce jour, de nombreuses contradictions ressortent, à la fois sur le promoteur, le coût et le calendrier de ce projet, ce qui pose la question de la transparence des politiques publiques en Égypte. Les très courts délais de réalisation des travaux (5 ans environ) accroissent le risque de création d'une « ville fantôme ». L'Égypte a en effet connu plusieurs expériences de construction inachevée de villes satellites dans le désert qui, pour de nombreuses raisons (coût des logements, manques d'infrastructures, absence de transport en commun, etc.) ont échoué à délester Le Caire d'une partie de sa population et de son trafic.

C. CRISE BANCAIRE ET PÉNURIE DES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

Ces « méga-projets » ne parviennent pas à masquer une double réalité économique préoccupante. D'une part, la crise monétaire dans laquelle s'enfonce le pays aujourd'hui faute de réserves en devises étrangères a contraint les autorités à dévaluer la livre égyptienne de 40% fin 2016. Si cette dévaluation a rassuré les marchés, elle a entraîné une hausse de l'inflation pourtant déjà très élevée. D'autre part, l'Égypte fait face à une pénurie inédite de produits de première nécessité issus de l'importation, tels que le sucre, l'huile, le riz ou le lait infantile. Cette situation socialement exaspérante renvoie à la fragilité du modèle économique égyptien. Dans un contexte de raréfaction des ressources et des terres cultivables, le pays dépend de plus en plus des importations, avec pour conséquence une réduction des réserves financières de la Banque centrale. Outre la dévaluation de la monnaie nationale, l'État égyptien a commencé à diminuer le niveau de subvention d'un certain nombre de produits de première nécessité, comme l'essence ou l'électricité, ce qui n'est pas sans affecter les populations les plus modestes.

III. Retour délicat sur la scène régionale et internationale

L'Égypte, même après que ses dirigeants, à partir des années 1960, eurent renoncé au panarabisme de Nasser, a conservé un leadership « naturel » dans le monde arabe. Celui-ci repose, outre l'importance de sa population, sur plusieurs piliers : une situation géographique au carrefour des grandes routes maritimes et aériennes internationales – carrefour renforcé par la fonction du canal de Suez ; une certaine forme de domination culturelle à travers son université islamique Al-Azhar et sa production littéraire et cinématographique ; une armée qui est la première d'Afrique et du Monde Arabe. Cependant, sur tous ces plans, le rayonnement égyptien semble s'épuiser, malgré le retour du siège de la Ligue arabe au Caire en 1990. La situation politique intérieure depuis 2010 n'a fait qu'accentuer le processus de fragilisation de la puissance égyptienne. L'installation des militaires aux commandes du pays en 2014 a malgré tout permis de réaffirmer le rôle stratégique du pays sur la scène régionale. Cela va toutefois de pair avec l'augmentation de son niveau de dépendance vis-à-vis d'autres puissances régionales et internationales alors que l'Iran et la Turquie revendiquent chacun le leadership politique de la région.

A. UN STABILISATEUR DES CONFLITS RÉGIONAUX ?

Si la « guerre contre le terrorisme » menée par le président Sissi a d'abord pour fonction d'assurer à l'Égypte sa propre sécurité, elle a ensuite vocation à s'étendre à l'ensemble du Moyen-Orient, ce qui revient finalement au même étant donné la multiplication des sources d'instabilité aux portes du pays.

1. La Libye, un voisinage inquiétant

La Libye constitue une préoccupation prioritaire, notamment dans sa partie frontalière avec l'Égypte où différentes factions terroristes menacent les travailleurs égyptiens installés en Cyrénaïque, victimes, à plusieurs reprises en 2014 d'attentats dramatiques. Depuis lors, l'Égypte a organisé une réunion des pays riverains de la Libye, mené plusieurs raids aériens contre des positions djihadistes et livré des armes au gouvernement de Tobrouk, outrepassant ainsi la stratégie onusienne d'encouragement à la formation d'un gouvernement d'unité nationale à laquelle elle ne peut totalement se résoudre.

2. La question de Gaza

À l'autre extrémité du territoire égyptien, la bande de Gaza menace aussi la sécurité nationale, le Hamas étant accusé de soutenir les groupes djihadistes du Sinaï. En représailles, l'Égypte maintient fermée la frontière de Rafah et a bouché les quelques tunnels clandestins qui permettaient de passer de Gaza à la péninsule du Sinaï. Tout en maintenant sa position de neutralité – qui a valu à Sissi d'être félicité par Benjamin Netanyahu, premier ministre israélien, après son élection –, en faveur du respect des accords de Camp David et de la création de deux États, l'Égypte a organisé en 2014 une conférence de donateurs pour la reconstruction de Gaza, dont on peut toutefois se demander si c'est là réellement une de ses priorités.

3. L'engagement au Yémen

En 2015, Sissi a engagé ses troupes au Yémen, aux côtés de la coalition saoudienne visant à mettre un terme à la progression de la rébellion chiite ayant déjà conduit le président Hadi

à l'exil. Cette intervention est probablement motivée par trois éléments : premièrement, maintenir la sécurité du détroit de Bab al-Mandeb, au sud de la mer Rouge, qui, par sa position, contrôle le canal de Suez ; deuxièmement, tester la capacité d'intervention militaire conjointe de plusieurs puissances du monde arabe en vue de mettre au jour le projet, soutenu par Sissi lui-même, de création d'une force militaire de la Ligue arabe ; troisièmement, effacer de la mémoire collective le précédent de l'intervention militaire égyptienne au Yémen qui lui causa de lourdes pertes humaines dans les années 1960, lors de la guerre civile qui opposa les officiers révolutionnaires, soutenus par l'Égypte de Nasser, au pouvoir royaliste, soutenu quant à lui à l'époque par l'Arabie Saoudite.

B. LE PROBLÈME DU PARTAGE DES EAUX DU NIL

Le président égyptien a signé, le 23 mars 2015, un accord de principe avec les chefs d'État éthiopien et soudanais visant à aplanir leurs différends concernant le partage des eaux du Nil. L'Égypte craignait que la construction en cours du barrage Renaissance en Éthiopie n'affaiblisse son approvisionnement en eau. Les tensions entre les trois pays avaient atteint leur paroxysme en 2013 lorsque le président Mohamed Morsi avait suggéré d'envoyer l'armée pour bloquer la construction du barrage. Ce dernier, qui pourrait être opérationnel dès 2017, promet d'être la plus grande structure hydroélectrique d'Afrique avec une production de 6000 mégawatts par an, pour un coût des travaux s'élevant à 4,5 milliards d'euros entièrement financés par l'Éthiopie. Si le conflit semble écarté, les tensions demeurent vives car si l'Éthiopie est souveraine pour décider de la construction d'un barrage, des traités internationaux anciens confèrent à l'Égypte un droit de veto sur tout projet qui entraînerait une baisse du niveau des eaux, qui sont indispensables pour la production agricole nationale. Les pays situés en amont du fleuve contestent aujourd'hui, au sein de la Commission du bassin du Nil créée en 2010, ce déséquilibre dans l'exploitation des ressources hydrauliques hérité de l'époque coloniale et reprochent de surcroît à l'Égypte la surconsommation en eau de son système d'irrigation. Depuis lors, l'Égypte est contrainte de multiplier les initiatives diplomatiques envers les pays nilotiques et notamment l'Éthiopie, d'où proviennent 85% des eaux parvenant sur son territoire.

C. DÉPENDANCE ET CONCURRENCE EXTÉRIEURES

1. Le poids croissant des pays du Golfe

L'Égypte apparaît aujourd'hui inféodée aux pays du Golfe. L'argent qui en provient lui a permis d'échapper à la faillite, contribuant à payer les importations de base, notamment de produits énergétiques, dans un contexte de baisse des réserves de change et du taux de croissance. Cet appui budgétaire salvateur semble évoluer aujourd'hui vers une dépendance vis-à-vis des investissements. Les capitaux saoudiens, émiriens et koweïtiens irriguent en effet la plupart des grands projets d'infrastructures. Quant aux grands promoteurs immobiliers des Émirats Arabes Unis, ils transforment les paysages urbains des villes nouvelles du Caire depuis plusieurs années déjà. Seul le Qatar, qui a soutenu les Frères musulmans et évoqué un « coup d'État militaire » pour désigner l'arrivée au pouvoir du maréchal Sissi, semble exclu de ce jeu qui, au-delà de l'aide économique, vise, selon une lecture confessionnelle des enjeux diplomatiques, à consolider un axe sunnite pour contrer l'influence d'un arc chiite imposé par l'Iran dans la région.

2. Une entente moins cordiale avec les États-Unis

Cette nouvelle dépendance prend aujourd'hui le pas sur la relation avec les États-Unis, qui remonte pourtant à l'époque où le président Sadate assura ces deniers de son rôle de garant

des accords de Camp David dans la région. Suite à la dénonciation de la répression infligée aux soutiens de Mohamed Morsi perçue par le nouveau pouvoir égyptien comme une forme de soutien aux Frères musulmans, les États-Unis ont partiellement suspendu l'aide militaire de 1,5 milliards de dollars qu'ils fournissent chaque année, ce qui fut largement compensé par l'aide cumulée des pays du Golfe. Cette crispation des relations permet à Sissi de diversifier ses partenariats, comme le révèlent le rapprochement avec la Russie et le contrat passé avec la France pour l'achat de Rafales, concurrents directs des F16 américains, sans pour autant remettre en cause les liens stratégiques avec les États-Unis : Sissi a annoncé en 2015 qu'ils demeuraient un allié incontournable.

3. Contre les ambitions de l'Iran et de la Turquie

La diversification des partenariats diplomatiques égyptiens, comme avec Vladimir Poutine, reçu en grande pompe en 2015 pour signer un certain nombre de contrats (exploration pétrolière, construction d'une centrale nucléaire, etc.), ou encore avec les Chinois, a également pour but de faire face à la concurrence grandissante – certes plus politique qu'économique – de l'Iran et de la Turquie dans la région. Avec la Turquie, la relation s'est envenimée quand le président Erdogan a publiquement contesté la légitimité du président « putschiste » Sissi et accueilli sur son sol un certain nombre de Frères musulmans en exil. Avec l'Iran, la rivalité pourrait augmenter parallèlement au rapprochement de l'Égypte avec les pays du Golfe, même si Le Caire apparaît plus en retrait que Riyad dans la confrontation directe avec Téhéran. La Turquie et l'Iran étant eux-mêmes en totale opposition politique, la relation égyptienne avec ces deux pays pourrait évoluer si le rapport de force venait à pencher en faveur de l'un ou de l'autre. La dimension confessionnelle pourrait alors rapprocher l'Égypte de la Turquie, majoritairement sunnites tous les deux.

ZOOM ► Sissi dans les pas de Nasser ?

De nombreux égyptiens comparent aujourd'hui le Président Sissi à son illustre prédécesseur, Nasser. Il apparaît en effet comme le président égyptien s'en rapprochant le plus, Sadate s'étant employé à discréditer Nasser au cours de son mandat en dénonçant les dégâts du socialisme et du panarabisme sur la société égyptienne, tandis que Moubarak en a réduit l'idéologie à une simple opposition politique en tolérant, dans les années 1990, des partis politiques dits nassériens à se présenter contre lui aux élections.

On reconnaît à Nasser et à Sissi quelques points communs. D'origine sociale plutôt modeste, père postier pour Nasser et commerçant de souk pour Sissi, ils sont tous deux des purs produits de l'Académie militaire égyptienne. Leur adoration commune de l'État moderne, que le premier a contribué à faire naître en Égypte et que le second s'efforce de consolider après quelques années de vide politique, en font de grands nationalistes. C'est sur cette base-là que Sissi aurait même adhéré, au début de sa carrière, à l'Organisation des Jeunes Nassériens, ce qu'il n'a cependant plus confirmé par la suite. Officiellement attachés à la laïcité, Nasser et Sissi n'en sont pas moins deux fervents musulmans, l'un s'étant rendu plu-

sieurs fois en pèlerinage à la Mecque, l'autre, plus conservateur encore, connaîtrait le Coran par cœur. Tous les deux ont été installés au pouvoir par un coup d'État militaire, contre la monarchie de Farouk pour Nasser et contre le président Morsi pourtant démocratiquement élu, issu du mouvement des Frères musulmans (que Nasser avait aussi réprimé en son temps), pour le second. L'un et l'autre font l'objet d'un fort engouement populaire frisant parfois le culte de la personnalité.

Un élément essentiel distingue cependant Sissi de Nasser : le rapport à la révolution. Les ambitions révolutionnaires de Nasser sont précoces et sont à l'origine du mouvement des Officiers Libres qu'il a créé en 1949 pour renverser le pouvoir monarchique en 1952. Sissi n'a quant à lui jamais été un révolutionnaire. Il s'est très tôt méfié de la révolution de 2011 qu'il accusa d'être une source d'instabilité politique et une menace directe pour l'armée. Une opposition va donc se créer entre Sissi, qui s'inscrit dans une dynamique contre-révolutionnaire, s'entourant même d'hommes du régime de Moubarak, et les héritiers officiels de Nasser, qu'il s'agisse des anciens membres de *Kefaya*, le mouvement d'opposition à

Moubarak qui émerge dans les années 2000, ou le parti de la Dignité dirigé par Hamdine Sabahi qui affronta directement Sissi lors de l'élection présidentielle de 2014.

Sissi forme malgré tout aujourd'hui une synthèse inédite, une sorte de nassérisme contre-révolutionnaire. Il n'a pas hésité, à l'instar de Nasser en son temps, à apparaître comme le sauveur d'un peuple à la dérive, le « père de la Nation », tout en revendiquant le retour à l'ordre pour sortir du chaos de l'après-révolution. Or, depuis Nasser, populisme et autoritarisme font partie intégrante du système politique égyptien et semblent même intériorisés par la société. Sissi en est donc bien aujourd'hui le continuateur, mais au service d'une contre-révolution, garante, selon lui, de la sécurité nationale, mais aussi des alliances nouvelles avec l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe.